

3337

# LE LIBERTAIRE LA PEUR

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 246  
VENDREDI 8 DECEMBRE 1950  
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

resserre  
son étreinte

## La vérité sur la « Pologne nouvelle » A WASHINGTON ET A MOSCOU Est-ce pour cette fois ?

« Interview »  
d'un Ecrivain Polonais

**T**ADEUSZ RAWINSKY — ou plutôt l'auteur qui, pour des raisons bien compréhensibles, se sert de ce pseudonyme — est un révolutionnaire de longue date. Il a cependant, dans l'enthousiasme de la « Libération » polonaise, adhéré au Parti Stalinienn Polonais. Mais très vite, les multiples expériences de la vie militante, lui ont enseigné que l'Organisation stalinienn n'avait rien de communiste, au sens intégral, égalitaire et vivifiant du terme. Il s'est donc employé à discerner les causes de cet état de fait : Attribuant tout d'abord les trahisons réactionnaires de l'« Aristocratie Nouvelle » du Parti, à une caractéristique nationale, il finit par se rendre compte, au contact du P.C.F., que les « déviations » avaient une origine doctrinale. Finalement, il s'aperçut que la doctrine anarchiste correspondait à sa propre conception du Communisme...

Nous avons pu lui poser quelques questions sur la situation en « Pologne Nouvelle » et voici le message qu'il adresse à tous ceux qui en Europe

Occidentale souffrent de l'exploitation capitaliste, et luttent pour s'en affranchir...

Question : Le stalinisme polonais a-t-il amélioré la situation des masses populaires ?

Réponse : Le communisme, sous la forme qu'il possède là-bas, n'a apporté aucune amélioration dans la situation des masses laborieuses de Pologne. Elles étaient autrefois sous le double joug, économique et moral, de leurs maîtres, terriens féodaux, capitalistes et ecclésiastiques catholiques ; elles sont passées actuellement sous le joug des nouveaux maîtres : les bureaucrates. Ils cherchent à s'associer l'« Intelligence » polonaise qui a toujours méprisé le peuple : ingénieurs, avocats, professeurs, etc. ; ils cherchent même à entrer en accord avec l'Eglise catholique (accord du 14 avril 1950) en laissant intactes ses richesses fabuleuses (la réforme agraire l'a épargnée), et en conservant l'école confessionnelle où le prêtre continue à bourrer le crâne du pauvre Polonais. Si parmi les « hommes nouveaux » qui détiennent en Pologne le pouvoir, il y en a qui sont de souche populaire, siôt montés au pouvoir, ils se détachent de leur origine et trahissent la cause humaine. Se trouvant aux sources de richesses nationales, ils s'en accaparent et, comme les seigneurs au temps de la Pologne nobiliaire, ils lèssent les masses du peuple, en les abandonnant à la misère et en les refoulant dans l'humiliation.

Le communisme authentique, celui des anarchistes dit : « Ni Dieu, ni maître » et il introduit l'administration des choses qui doit remplacer le gouvernement des hommes. Mais les nouveaux maîtres de la Pologne partagent la société en deux : ceux qui commandent et jouissent, et ceux qui obéissent en peinant. Les nouveaux maîtres de la Pologne maintiennent le principe de la hiérarchie sociale et avilissent la personnalité humaine.

Question : Pourriez-vous donner quelques précisions sur l'état des salaires ?

Réponse : En voilà, à ne citer que ce que j'ai vu moi-même dans mon plus proche entourage, au moment de mon départ : Une dactylo (travailleuse technique), gagne 4.000 zloty par mois ; son chef (travailleuse intellectuelle) gagne 40.000 zloty par mois ; une paire de chaussures coûtait alors 9.000 zloty et 1 kg de lard 500 zloty. La dactylo a droit, il est vrai, aux maigres repas populaires (80 zloty) ; chaque restaurant est obligé de distribuer pendant 1 heure de l'après-midi (de 15 h. à 16 h.). Elle touche aussi de temps en temps (pas tous les mois) des vêtements et de l'alimentation, mais inutile de dire qu'ils ne peuvent suffire à ses besoins et qu'ils sont dans les mêmes propor-

tions que son salaire, incomparablement plus pauvres que les stocks qui sont à la disposition du chef. Ce dernier a, en plus, accès à (Suite page 2, col. 3.)

A WASHINGTON ET A MOSCOU

## Les assassins sont à l'œuvre

**A**L'HURE où nous mettons sous presse, nous ignorons encore si les diplomates ont réussi ou sont sur le point de réussir à maintenir ce qui reste de paix.

Il convient de le dire bien haut : tous les efforts déployés par les gouvernements anglais et français en vue de localiser le conflit, les déclarations de Churchill, les tentatives de conciliation du pandit Nehru, de la Suède, les apaisements donnés à Pékin en ce qui concerne sa souveraineté, les propositions avancées au sujet de la création d'une zone neutre au nord de la Corée, n'ont certainement pas déguisé un sincère désir de paix, mais un sincère désir de gagner du temps afin de préparer la guerre. En effet, face au formidable armement russe, aux innombrables soldats chinois (supérieurement équipés nous affirme-t-on), l'Europe et les U.S.A. sont dans un état d'impréparation notoire. L'Europe, virtuellement désarmée, tomberait sous le joug soviétique dès les premiers jours du conflit et l'Amérique ne pourrait riposter qu'avec l'arme atomique. Et il est à prévoir que le massacre subit de millions d'hommes, de femmes et d'en-

fants par le « soleil de la mort » servirait admirablement la cause stalinienne. On s'aperçoit donc, à la lumière des événements asiatiques, que la guerre presse-bouton est encore limitée aux imaginations de Wells et que la chair à canon est aussi indispensable qu'en 1939. D'où l'affolement des dirigeants occidentaux.

Si le bloc occidental était suffisamment armé, il est probable sinon certain que l'on ne se donnerait pas autant de mal pour circonscrire le conflit ; on ne supplierait pas la délégation chinoise de Lake Success de bien vouloir causer, et aux fracas de la bataille coréenne répondraient des éclats de voix, peut-être un ultimatum. Aujourd'hui, hypocritement, on déplore que Mac Arthur ait lancé son offensive au moment même où devaient s'engager à l'O.N.U. des négociations primordiales. Mais rien ne nous prouve que cette offensive n'a pas été lancée en plein accord avec Truman afin de forcer la décision et sur le plan stratégique et sur le plan diplomatique.

\* Le mutisme de Moscou face à l'agit-

**N**OUS avons écrit, toujours, de tomber dans le prophétisme facile. Et l'on pourrait réduire à quelques phrases lapidaires les positions exprimées dans le « Lib » au sujet de la guerre : La guerre tou-

jours possible, plus que jamais menaçante, jamais fatale. Nous avons donné toute leur importance, tant à l'affaire (presque oubliée) du pont aérien de Berlin, qu'à l'éclatement du conflit en Corée. Nous avons dit, alors, que la guerre venait et même — aucun langage n'est plus réaliste — que la guerre était déjà, bien que limitée dans l'espace. Et lorsque nous avons entrepris de poursuivre le combat libertaire sous le nom de 3<sup>e</sup> FRONT, c'était marquer l'existence du conflit ouvert entre les deux grands mais aussi une volonté de lutte, une possibilité de combatre... et de vaincre, c'était donc repousser tout esprit de résignation, de fatalisme, de capitulation, c'était sans s'illusionner sur nos forces, affirmer une possibilité révolutionnaire face à la psychose de guerre entretenue par les Etats.

Les événements récents de Corée ne sont donc pas autre chose qu'un pas de plus vers la généralisation du conflit. Une occasion de plus, un prétexte de plus. Mais les possibilités de déclencher la catastrophe à l'échelle mondiale sont loin d'être épuisées et l'on peut penser qu'à moins d'un coup de folie totale de l'un des belligérants, la guerre généralisée a besoin encore de mûrir. L'U.R.S.S. doit construire après avoir reconstruit, la Chine n'est même pas organisée et son industrie, concentrée en Mandchourie est dans l'enfance ; quant aux U.S.A. ils ont à préparer leur opinion publique dont la réprobation muette n'en existe pas moins. Des milliers d'Américains lisent leurs journaux, tout comme les Français, sans croire tout ce qui s'y imprime, et le recul de Mac Arthur n'a pas encore pris l'allure d'une Pearl Harbour. Même les électeurs qui votent républicain parce qu'ils sont las de la démagogie et de la gabegie démocratique ne sont pas pour autant des va-et-en guerre. Et puis, il y a les réticences, voire l'opposition des gouvernements britannique, français et indien.

Le danger immédiat réside dans l'incroyable stupidité diplomatique des U.S.A., dans la vanité imbécile des Mac Arthur, leur morgue de « costaud » n'admettant pas qu'on puisse discuter avec un adversaire méprisable. Le risque de coup de folie c'est la politique de boxeur-gangster qui seule convient aux goûts théâtraux du proconsul américain en Extrême-Orient.

On connaît assez notre façon de parler des bons apôtres fusillards du Kremlin pour que nous puissions dire leur fait aux soutiens de Syngman Rhee sans être taxés de sympathie stalinienne.

Mais le danger profond, c'est que les deux colosses qui s'opposent ne peuvent s'empêcher de jouer avec le feu.

L'un, Staline, spéculant sur la misère des Coréens et la nécessité pour les Occidentaux de ne pas perdre, la face, titiller les Américains en Corée (territoire que les U.S.A. eux-mêmes ne considéraient pas comme faisant partie de leur ligne de défense en Asie), l'autre, aujourd'hui, qui

(Suite page 2, col. 6.)

## POUR ELLE, un Français doit mourir...

**L'**OFFICINE de recyclage de tueurs à gages vient d'éditer une remarquable affiche. Cette officine spécialement chargée de recycler avec des images en couleurs les jeunes abusés, victimes de l'éducation qu'on leur a faite, s'emploie à démontrer à ceux qui pourraient en douter qu'ils sont aussi capables, sinon plus que leurs aînés, de s'immoler en une croisade colonisatrice.

Les « pollus » ayant la nostalgie des tranchées de Verdun, les radoteurs, les patriotes échevelés, tous les « enrubannés de la boutonnière gauche » feraient bien d'aller la consulter. Ils n'en semblent pourtant pas désireux. On perd bien une guerre sur deux, une jambe ou un bras, mais là n'est pas l'important ; l'essentiel est que l'on ait son « soldat inconnu » et que tous les soirs à 18 h. 30 on se retrouve en famille entre trompettes, béquilles, drapeaux et discours. On est heureux et « gueules cassées ».

Maintenant, les héros ça s'achète. Pas bien cher.

Voyez vous-mêmes... Le placard de la Gendarmerie nous dit : « Jeunes qui possédez le C.E.P., etc... »

« Vous toucherez en vous engageant pour 3 ans : 36.000 fr. plus pour 4 ans 57.000 fr. ; pour 5 ans, 78.000 fr. (Nos militaires ne mésestiment pas le vil matérialisme), ce qui représente : — et la désignation du doigt par la silhouette élégante d'un soldat — un complet, un appareil photo, une paire de chaussures, une bicyclette ». Pour 4 et 5 ans, vous avez droit à un supplément : « une radio, une montre, et un voyage de 25.000 kilomètres en chemin de fer ».

Ces messieurs pensaient sans doute que dans les bureaux d'engagement on allait se disputer les premières places, et qu'il faudrait augmenter le service d'ordre pour canaliser une foule de jeunes avides de posséder une bicyclette ou une montre.

ILS EN SEONT POUR LEURS FRAIS !

D'abord, ces sommes « fabuleuses » que vous nous proposez en échange de notre vie et de notre jeunesse, d'où les tenez-vous, sinon de notre travail ? Soyons sérieux : 78.000 francs pour 5 années de jeunesse, nous ne marchons pas ! On n'achète pas notre liberté avec des billets de mille.

Savez-vous ce que signifie pour nous la Liberté ?

Savez-vous à quoi nous la réservons notre jeunesse ? Dans les campagnes, dans les villes du monde entier, avec ces hommes précisément que vous nous invitez à tuer : ces sales boches, ces macaronis, ces noirs, ces jaunes ; nous échangeons nos aspirations, nous discutons de nos problèmes communs, nous leur serrons la main et nous les appelons CAMARADES !

Et notre idéal à tous est de les retirer ces affiches et de les remplacer par celles où l'on parle FRATERNITE, dans une société où auront disparu les individus de votre espèce et nous ne faisons pas qu'y penser ! LUC.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Etienne Guillemain, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C. P. 5072-44  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande

## LES 100 fr. DU « LIB » L'appel lancé par le « Libertaire » a suscité chez nos amis, la plus vive émotion : de partout les témoignages de sympathie ont commencé à affluer vers notre journal.

Nous savions bien que nous ne ferions pas appel en vain à nos amis, lecteurs, sympathisants et nous étions persuadés, comme nous l'avons affirmé dans notre appel, qu'il était impossible que nous ne trouvions pas 500 MILITANTS OU SYMPATHISANTS, qui consentiraient à verser, pendant un certain temps 100 fr. PAR SEMAINE, pour que vive le « LIB »

Déjà, des camarades ont versé pour 2, 3 et 4 semaines, mais leur effort ne doit pas rester isolé, et il ne le restera pas. Vous aussi, camarades, adresserez chaque semaine, et jusqu'à ce que le « LIB » soit sauvé, les

## « 100 fr. DU LIBERTAIRE »

(La semaine prochaine nous publierons la liste de souscription)

## Pour solde de tout compte

### A LA « LIBRE PENSEE »

**A** un article paru dans *Le Libertaire* du mois de juin, Coteureau répond dans *la Raison* du mois de novembre.

Je ne relèverai pas l'ironie des termes de « certain » et de « monsieur », dont Coteureau me qualifie, ni celle qui consiste à me faire « faillir » en la compagnie (de Jésus), du Révérend Père de Saint Marc...

Et, désireux d'ôter à cette controverse toute animosité partisane, je me contenterai de relever dans cette réponse, certaines affirmations qui demandent une mise au point.

Procédons par ordre :

1<sup>o</sup> Coteureau accuse les anarchistes de « sectarisme ». Cela non plus n'est pas nouveau. Et, si je voulais manier l'ironie, je pourrais, moi aussi, faire « faillir » Coteureau en fort honorable compagnie. Mais soyons sérieux. Cette accusation est-elle justifiée ? Citons un simple fait : il y a quelques semaines, *Le Libertaire*, à la demande du camarade Lorulot et en fonction d'informations plus précises, rectifiait un premier compte rendu du Congrès de la Libre Pensée, donnant ainsi la preuve d'une objectivité et d'un souci de la vérité assez rares dans la presse moderne. C'est, on en conviendra, une curieuse façon d'être « sectaire »... Au fait, mon cher Coteureau, combien de journaux de la presse « libre pensée » stalinienne ont-ils parlé du Congrès de la Libre Pensée ?

2<sup>o</sup> Coteureau déclare : « se refuser à prendre parti. NON CONTRE UN TOTALITARISME (c'est moi qui souligne), mais entre des idéologies ».

Que vous aviez demandé d'autre, Coteureau ? Dans mon article, il est écrit textuellement : « ...ce chance moderne : le TOTALITARISME... Que la *Raison* semble trop souvent ignorer lorsqu'il s'exerce derrière le masque mensonger d'un faux socialisme ». Si le français conserve un sens, il est de toute évidence que je

ne demandais pas à Coteureau et à la *Raison* de prendre parti ENTRE des idéologies, mais bien CONTRE un totalitarisme. Qu'y puis-je, après cela, si l'IDEOLOGIE stalinienne couvre le TOTALITARISME russe ? Et Coteureau le sait — comme moi. Alors pourquoi se tait-il ? Est-ce parce que — je le cite — : « A la

Libre Pensée, on n'adhère pas pour « tout dire » ?

Curieuse conception de la « libre » pensée, que celle qui consiste à ne pas dénoncer un régime où la liberté de pensée est supprimée !

3<sup>o</sup> Coteureau déclare avoir demandé à Jean Souvenance un papier sur l'Appel de Stockholm « pour ne

### AUX DIALECTICIENS...

**D**EPUIS quelque temps la Fédération Anarchiste sert de cible à des colonnes sans fondement émanant de diverses fractions « démocratiques et révolutionnaires de gauche ».

Est-ce la vitalité et l'extension de notre mouvement qui accoutent l'inquiétude de ces éternelles « girouettes » aux aguets du « socialisme et de la liberté » dans l'un ou l'autre « Etat » du bloc oriental ou même occidental ? Ces démocrates de « gauche » qui comme les a si justement dépeint notre camarade René Michel dans son article : « Le Festival des girouettes » (1), article qui a eu l'honneur de toucher au point sensible leur mauvaise conscience vis-à-vis de la Révolution, « entraînent leur vie inconsciente de petits bourgeois effarés » par les affrontements du monde « contemporain ».

Hier, un certain L.-P. Quint s'efforçait lamentablement dans l'« Observateur » de salir les hommes, le mouvement et la pensée anarchistes. Nous avons longuement établi sa périodie

ne dans le dernier numéro de notre journal. Mais il faut croire qu'il y a des mots et des attitudes qui font peur à ces inquiets !

La « Vérité », organe trotskyste, ne veut pas être en reste. Son numéro de la deuxième quinzaine d'octobre insère un venimeux article dans lequel elle qualifie les « méthodes » anarchistes de « déshonorantes » ! Alliez-y, camarades trotskystes, mais permettez-nous aussi quelque inquiétude au sujet de votre « dialectique », si elle ne vous offre plus comme ressource que d'assimiler nos méthodes à celles des stalinistes !

Retenez seulement que les anarchistes, eux, n'ont jamais éprouvé le besoin de pratiquer la politique de soutien d'un quelconque « pays du socialisme » et seraient bien en peine d'adopter les « méthodes » de ses apologistes.

Quant à l'argument final — le coup de pied de l'âne, sans doute — il paraît que le « mal » des anarchistes

serait « la peur de la révolution » ! Avois un grand éclat de rire, répondons à un aussi piteux argument qu'en outre d'une contre-vérité historique, il est l'antithèse même de la raison d'être de notre Fédération de la « Vérité » que nous venons d'appréhender !

Et arrivons-en au « camarade anarchiste » Paul Bonnet. Bien qu'il se propose dans *la Raison* de la deuxième quinzaine de novembre de « répondre » à la remarquable documentation de notre camarade Joë Lanen sur la Yougoslavie, il ne répond, en fait, à rien, si ce n'est à l'argument final — le coup de pied de l'âne, sans doute — il paraît que le « mal » des anarchistes

(1) Voir « Le Libertaire » du 6 octobre 1950.

(Suite page 2, col. 3.)

(Suite page 2, col. 1.)



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



Jules aime les chiffres. Une équation le transporte d'aise, le calcul est son vice, l'algèbre sa raison de vivre, et la matras son instrument.

Jules est manœuvre lourd, c'est-à-dire qu'il manie lourdement l'ironie, l'artillerie lourde, la peau du manœuvre léger et le baobab de croisière.

Jules, gagne-petit et syndiqué modeste, fait bien son boulot, ce qui le met à l'abri des critiques les plus acerbes. Cependant, il s'est trouvé une bande de petits cosmopolites dévotionnistes pour tenter de lui enlever le pain de la bouche et le boulot des poignes. Il faut donc qu'une voix s'élève pour défendre ce lampiste méritoire.

Non, messieurs ! Jules ne fut pas coupable, et la solidarité unanime de

ses camarades d'atelier, tous ouvriers irréprochables décorés du Mérite agricole et de l'Ordre du Bureau prouve bien quel tissu d'infautes calomnies fut cette accusation.

Non, messieurs, Jules ne fut pas coupable, car ce n'est pas être coupable que de tenir à vérifier in anima villi les rapports de dureté entre les balles dum-dum et les matrasques d'une part, les peaux et crânes blancs ou jaunes d'autre part. Le souci de vérification, Messieurs, est au contraire, tout à la gloire de Jules et montre son souci éloquent de se tenir constamment près de la base concrète des mathématiques.

Non, messieurs ! Il est normal que Jules ait tenu à vérifier consciencieusement les sublimes équations nées de son cerveau hyperbolique. Il est normal que pour ce faire, Jules ait demandé à la collectivité une aide qu'il serait déraisonnable de lui refuser.

C'est pourquoi, Messieurs, vous acquiescez Jules avant même qu'il passe devant le moindre petit tribunal, et lui voterez les félicitations les plus dithyrambiques.

Jules, Messieurs, est un bienfaiteur de l'humanité.

Claude ARMAND.

## A LA "LIBRE PENSÉE"

(Suite de la première page)

Surtout de cette neutralité, elle appelait une réaction de ceux pour qui la Paix représentait autre chose qu'une soumission à l'esclavage russe.

Et s'il n'y a pas de des libertaires à la Libre Pensée — ce qui est vrai — Coteau, tout à son souci de ne faire nulle peine, même légère, aux adorateurs du dieu moustachu, semble oublier qu'il n'y a pas NON PLUS que des communistes.

Non ! la confusion ne sert pas la cause de la Paix. Et nous la dénonçons partout où elle se manifeste. Dans la conjoncture actuelle, ne pas dénoncer SIMULTANÉMENT la folie belléiste des deux blocs impérialistes, c'est faire le jeu de l'un d'eux.

Coteau ne le comprend pas — ou ne veut pas le comprendre. Dans ce même numéro de novembre de *La Raison*, dans un article intitulé : « En Pleine Folie », il fustige — et de façon fort pertinente, que nous ne pouvons qu'approuver — l'impérialisme américain et la vassalité de ses satellites dont la France est le plus beau fleuron. Mais il passe complètement sous silence l'AUTRE impérialisme. De telle sorte qu'ouvrant *La Raison* on croit lire *L'Humanité* — ou presque (je veux essayer de ne pas être « sectaire »).

Coteau espère-t-il, par une telle attitude, amener les communistes à la Libre Pensée ? Ce serait de sa part

se faire de douces illusions. Les communistes n'adhèrent en masse à la Libre Pensée que s'ils en reçoivent l'ordre. Et ce jour-là, ce seront les libres penseurs — les vrais et pas seulement les anarchistes — qui la quitteront...

Non, Coteau, ce n'est pas si simple que vous l'affirmez de tenir la balance égale entre les deux blocs impérialistes et leurs cinquièmes colonnes respectives, de dénoncer les iniquités de l'un et l'autre camp. Il faut pour cela un certain courage, car cette attitude nous vaut les injures — en attendant mieux — des deux adversaires — et parfois même celles de ceux qui cherchent à plaire à tout le monde — n'est-ce pas, Coteau ?

Cette position claire, mais difficile, est pourtant la seule valable dans ce monde « en pleine folie ». Elle est dictée par le souci de dissiper la confusion où s'enlissent les énergies populaires qui, seules, pourront sauver la Paix. Et Coteau, si prompt à accuser les anarchistes de sectarisme, sait pourtant qu'une telle attitude de bon sens n'est pas exclusive à la Fédération Anarchiste — et nous nous en félicitons — mais elle est aussi celle d'organisations peu suspectes d'anarchisme, telles que la France Maçonnerie, l'Union Internationale Anarchiste, les Citoyens du Monde, etc.

Pour terminer, une petite précision. Coteau déclare préférer un mili-

tant communiste libre penseur à « M. » Faly qui « est en dehors de notre lutte ». Mille regrets, mon cher Coteau. Pseudonyme assez transparent d'un non dont il est l'anagramme, Leo Faly est dans votre lutte et nullement prêt à « faillir » en compagnie d'un révérend père de l'Eglise apostolique et romaine.

Ni même en celle d'un pope de l'Eglise orthodoxe stalinisée, en la compagnie de qui, malgré les apparences, je me garderais bien de faire faillir Coteau !

Léo FALY.

## La vérité sur la "Pologne nouvelle"

(Suite de la première page)

bien d'autres revenus officiels et il bénéficie du confort maximum que peut lui offrir la Pologne en reconstruction. Car c'est lui qui occupe les logements modernes des nouvelles maisons dites « pour les ouvriers » tandis que les ouvriers vivent dans les caves des immeubles bombardés ; c'est lui qui passe ses vacances dans les sanas et les maisons de repos construites « pour les ouvriers » ; c'est pour lui que marchent les usines et que les statistiques signalent l'accroissement de production accompli par l'effort exténuant des ouvriers. Et avec tout cela, quand l'un de ces bureaucrates à la mine importante, plein de sérieux et de dignité, passe devant la lignée de ses subalternes, ceux-là courbent leurs épaules d'esclaves au nom de ce qu'on appelle la « discipline ». Le pouvoir ayant passé du « pane » (1) (seigneur) au « pane » (bureaucrate), la Pologne après la deuxième guerre mondiale est restée ce qu'elle était avant la première guerre mondiale : le pays classique de la misère derrière la façade pavloïse de l'orgueil ; le pays de la personnalité méprisante qui ne regarde même pas le sable anonyme des petites gens qu'il foule à ses pieds.

Question : La situation semble-t-elle évoluer ? Réponse : J'ai quitté la Pologne. Mais ne croyez pas que cela ait pu changer depuis, et qu'il soit possible de construire un communisme sans communistes. Quelle importance que l'ancien chef du Parti communiste, Gomułka, soit remplacé par Bierut ? Les véritables changements s'observent en bas et pas en haut, ils s'opèrent à la base sociale.

Quant à cette base, l'initiative est étouffée, paralysée par la soi-disant

générale, la police d'Etat et les services pénitentiaires (plus de trois millions), de la gendarmerie, les quels sont deux fois plus importants que ceux pour la Santé et la Famille, en application, nous dit Ahmed Boumendjel de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien, dans le journal « La République Algérienne » d'une politique fort complexe faite de peur, de panique et de force. En un an, l'hygiène policière a contaminé tous les esprits. La Police Judiciaire et des Renseignements Généraux sont passés de 192 à 322 millions, les commissaires de 10 à 20 millions et la Sécurité générale de 30 à 35 millions.

« Ces trois secteurs où le racisme et la brutalité sont en honneur et qui ont complètement faussé les données du problème algérien, passent de 232 à 377 millions.

« Et tout cela a été entériné sans aucune observation. Sans observation aussi, 10 millions de dépenses secrètes, 60 millions des services d'information, de documentation et de propagande du gouvernement général (celles qui sont avouées), les 10 millions du parc automobile de MM. Ciosi-Naegelien, les 10 millions des chefs et anciens chefs musulmans des territoires du Sud, les 33 millions des makzhens (1) sahariens, les

« discipline », quand les changements de « chefs » ne sont pas accompagnés de changement de système, ils n'apportent aucun résultat. Et voilà ce que m'écrit, il y a un mois, une vieille amie, sage-lemme, qui après 42 ans de travail dans les hôpitaux, prend sa retraite : « Je touche 5.000 zl. par mois. Comment vivre ! » Et notez que le coût de la vie n'a pas baissé, tout au contraire il a encore augmenté.

Rien n'a changé en Pologne. Point de communisme et point de communistes. Les éléments jeunes ne trouvent nulle part l'ambiance qu'il faut pour l'éduquer et développer leurs facultés innées. Cette tâche n'est pas remplie par les organisations de jeunesse, quelle réalité offrirait-elle à la place de ce qu'il aurait démolé ? C'est l'autre face de l'activité « des communistes », car on y voit partout le vieil esprit de domination qui relève les uns pour abaisser les autres. Point d'esprit de camaraderie sincère et directe, qui unisse tous à tous dans un collectivisme bien compris. Ce qui se montre aux yeux, c'est l'assurance dominatrice des uns et l'asservissement docile des autres, c'est l'arrogance arriviste, c'est la concurrence avec tous ses méfaits propres au système bourgeois. Il faut dévier le principe des compétitions, l'effort joyeux physique et mental, auquel est porté tout homme jeune, sain de corps et d'esprit, entraîné par le goût pour son métier et l'amour de la cause qu'il sert.

Question : Comment s'est produite votre « prise de conscience » ?

Réponse : Si je suis venu à vous seulement après trois ans, c'est parce que je croyais d'abord que mes expériences de Pologne portaient un caractère local, et que les tares du communisme polonais provenaient de ce qu'il était polonais, appartenant à une nation très rétrograde, ossifiée dans son conservatisme. Venue en France, il m'a semblé d'abord que le communisme français était supérieur à sa forme polonaise. Je respectais en lui l'ennemi du capitalisme, le militant énergique dont la critique du système capitaliste est pertinente et vive juste. Il semble que le stalinisme soit apte à détruire le capitalisme. Mais quelle réalité offrirait-il à la place de ce qu'il aurait démolé ? C'est là l'autre face de leur activité. Et l'on sait comment ils s'en tiennent en UR.S.S. et dans les démocraties populaires de l'Europe Centrale. Je m'aperçois bientôt que le communisme en France était, lui aussi, sous forme latente, entaché des mêmes vices : le culte des autorités qui de leur poids écrasent l'intelligence individuelle, la prédominance du pseudo intellectuel, l'uniformité paralysante du système centralisé. Et je compris alors définitivement qu'il n'y avait de véritable communisme que dans le mouvement libertaire des anarchistes.

Question : Avez-vous foi en l'avenir du mouvement anarchiste ?

Réponse : Vous êtes peu nombreux, il ne faut pas que cela désespère de la cause. Si la révolution vraiment populaire n'est pas pour demain, elle sera pour un peu plus tard. En attendant, il faut se grouper, se soutenir, s'organiser pour que les vérités que vous défendez ne se dispersent pas étouffées par les deux ennemis dont vous êtes assaillis : le capitalisme et le stalinisme. Non seulement votre position « 3° Front » est acceptable, mais elle reste la seule possible pour les communistes véritables que vous êtes et pour tous ceux qui n'ont pas perdu la foi en l'humanité.

(Propos recueillis par C. Devançon.)

(1) Monsieur en polonais (N.D.L.R.)

## AUX dialecticiens...

(Suite de la première page)

non au désir et à la plus grande satisfaction de ses amis du Bureau national de l'Association des Jeunes des Brigades de trouver en sa personne l'argument « ad hominem » contre la jalousie des anarchistes à l'égard de leur conception du socialisme libertaire !

Pas plus que ses prédécesseurs, d'ailleurs, il ne fait preuve d'originalité, cherchant lui aussi à rapprocher nos articles de ceux de « l'Humanité » !

Sa longue diatribe se ramène, en fin de compte, à pleurnicher l'absence au sein du concert de tousages que dirige « La Brigade » à la gloire du régime tiffiste dans sa phase actuelle d'évolution continue » ainsi que notre absence dans « l'Association des Brigades ».

Malgré les paternelles injonctions qu'il nous adresse de ne pas « paraître sévère dans une voie dangereuse » qui risquerait de les séparer une « fois encore de quelque chose de vital » et de « progresser » ; nous rappellerons à Paul Bonnet que pour les anarchistes l'action révolutionnaire ne consiste pas dans la contemplation admiralive du « socialisme yougoslave en évolution », mais dans la lutte de chaque jour aux côtés des masses prolétaires de ce pays pour y créer le climat et les conditions de la révolution sociale !

Ajoutons enfin qu'à l'Association des Jeunes des Brigades » se limitera à la « libre confrontation » de ses souvenirs du pays de Tito, elle restera un poids mort pour les vrais militants révolutionnaires.

P. LOUIS.

(1) Monsieur en polonais (N.D.L.R.)

## EN AFRIQUE DU NORD

## A propos d'un plan

EN 1945, l'administration algérienne élaborait un plan de scolarisation échelonné sur 20 ans, qui devait scolariser 1.250.000 enfants.

Par un rapport présenté par M. Bertrand, rapporteur général de la Commission de l'Education Nationale auprès de l'Assemblée Algérienne, au moment de la discussion du budget de 49, on pouvait apprendre que : les crédits proposés s'élevaient à 3 milliards 231 millions, au lieu de 12 milliards 206 millions, qu'il fallait compter au 1<sup>er</sup> novembre un reliquat de 3.869 classes et 2.100 logements, que le retard du plan de coordination pour les années 45 jusqu'à 49 s'élevait à 1.200 classes, que sur les 1.800 classes nouvelles, 1.072 fonctionnaient à mi-temps.

Le comité de scolarisation réunissant les délégués du syndicat des instituteurs, des partis politiques (sauf le P.C.A. et les partis nationalistes, ces derniers s'étant retirés en raison de leur désaccord sur la laïcité), le M.P.F., la Libre Pensée, le M.F.A., etc., où les délégués du S.N.I. sont « persona grata », fait remarquer dans une lettre envoyée au président de l'Assemblée Algérienne qu'il fallait reprocher, en plus de ce fameux plan, d'avoir oublié de compter avec un excédent de naissances annuelles de 150.000 unités et que « faute de crédits, la reconduction, d'année en année, risque de devenir continuelle, que la situation de la scolarité à temps réduit ne fera qu'empirer et que tous les enfants d'âge scolaire ne pourront pas être scolarisés ».

Et l'ineffable Marcel-Edmond Naegelen nous donne un aperçu de la piètre estime dans laquelle il tient l'intelligence de l'Algérien moyen, et remplit fidèlement son rôle d'agent colonialiste lorsqu'il annonce en 1950 que « tout ne peut aller aussi bien puisque 22.100 enfants de plus que l'année passée ont été scolarisés cette année ».

Si l'on augmentait les crédits pour l'instruction publique (7 milliards) il faudrait rogner sur ceux de la Sécurité

générale, la police d'Etat et les services pénitentiaires (plus de trois millions), de la gendarmerie, les quels sont deux fois plus importants que ceux pour la Santé et la Famille, en application, nous dit Ahmed Boumendjel de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien, dans le journal « La République Algérienne » d'une politique fort complexe faite de peur, de panique et de force. En un an, l'hygiène policière a contaminé tous les esprits. La Police Judiciaire et des Renseignements Généraux sont passés de 192 à 322 millions, les commissaires de 10 à 20 millions et la Sécurité générale de 30 à 35 millions.

« Ces trois secteurs où le racisme et la brutalité sont en honneur et qui ont complètement faussé les données du problème algérien, passent de 232 à 377 millions.

« Et tout cela a été entériné sans aucune observation. Sans observation aussi, 10 millions de dépenses secrètes, 60 millions des services d'information, de documentation et de propagande du gouvernement général (celles qui sont avouées), les 10 millions du parc automobile de MM. Ciosi-Naegelien, les 10 millions des chefs et anciens chefs musulmans des territoires du Sud, les 33 millions des makzhens (1) sahariens, les

8 millions de l'Institut d'études supérieures (6 combien) islamiques, et enfin 3 millions 500 mille résultant de la loi du 29 juillet 1913 sur le secret et la liberté du vote. Les cousins planétaires servis par les sous-préfets et les administrateurs aux grands électeurs du sénateur Ourabah, mon concurrent au Conseil de la République, vainqueur hélas, au bénéfice de l'âge, revient un peu cher aux contribuables ».

Est-ce qu'Ahmed Boumendjel, une fois son parti au pouvoir, fera la meilleure part aux crédits de la Santé, de la Famille et de l'Instruction, au détriment de ceux de la police, la gendarmerie, des fonds de propagande secrets et non secrets et autres entretiens du maximum vital des gouvernants ? Nous sommes convaincus que non.

Pour en revenir au fameux plan, il faut constater, admirer plutôt la candeur (ou la duplicité) des participants du Comité qui ne sont pas encore convaincus que l'élaboration du Plan n'était que démagogie à une époque où le monde colonial s'agitait, et que, cette période critique dépassée, tout devait être mis en œuvre par le colonialisme omnipotent pour le faire torpiller par sa créature servile, la haute administration.

Et lorsque le secrétaire du comité, le même temps secrétaire de la section d'Alger du S.N.I. nous roucoule « que le comité est devenu une personnalité morale de premier plan, sans la consultation de laquelle aucune décision n'était prise concernant la scolarisation », on peut mesurer l'esprit du plus plat réformisme et du plus plat collaboratisme qui anime notre secrétaire général et la majorité des instituteurs coloniaux. Un réformisme qui est d'autant plus condamnable que nul mieux que les instituteurs ne devrait être placé pour évaluer les méfaits du colonialisme alors que plus de 100.000 enfants musulmans sont scolarisés sur près de 1.300.000, que nul mieux qu'eux ne devrait comprendre que la lutte pour la scolarisation et la lutte contre l'administration sont indissolublement liées, et qu'appuyés par le syndicat national, ils pourraient, en constituant un large front de lutte sur l'objectif bien défini de la scolarisation, alerter l'opinion publique et par l'action directe faire rendre gorge aux gros colons sur-

exploiteurs et à leurs valets de la haute administration.

Les instituteurs réformistes algériens ne doivent pas perdre de vue que leur attitude coupable permet à l'enseignement confessionnel de prendre de plus en plus d'essor (autant d'élèves dans ce dernier que dans l'enseignement public). Ils ne doivent pas perdre de vue que la lutte pour la scolarisation, pour l'instruction, l'éducation, c'est non seulement le colonialisme mis en échec, mais le nationalisme ; c'est aussi retarder le moment où l'impérialisme français, par sa préparation à la guerre terminée, pourra permettre le déclenchement du conflit entre les impérialismes américain et russe, car le budget algérien participe (participe plutôt) pour 11 milliards au budget métropolitain de la défense nationale.

Seule une organisation spécifique peut coordonner sur les plans politique, économique et social, une activité révolutionnaire, combattant le colonialisme, le nationalisme, l'impérialisme. Seule, une organisation spécifique peut étudier et employer les méthodes d'action directe pour venir à bout de ces adversaires après avoir établi des principes solides ; seule elle peut, sur le plan syndical, contacter les individualités syndicalistes des autres corporations, développer les minorités, les lier, reconstituer même un large regroupement syndicaliste avec un programme minimum ; seule elle peut susciter un large rassemblement révolutionnaire contre la guerre.

Et cette organisation existe à Alger : c'est le MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAINE.

DOUKHAN.

## Est-ce pour cette fois ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

ne veut pas se laisser user par des troupes chinoises assez nombreuses pour le maintenir, pas assez pour le rejeter à la mer, brûle de bombarder la Mandchourie et l'on parle de bombe atomique...

Cette fois encore, donc, nous sommes au bord de l'abîme, jamais les possibilités n'ont été aussi effrayantes, mais cependant l'on peut penser que malgré les secousses, le fruit ne tombera de l'arbre qu'à maturité.

Devant cette guerre qui menace de s'étendre mais contre laquelle les hommes ne sont pas totalement impuissants, quelle peut être l'attitude des anarchistes ?

Rien de nouveau, quant aux données essentielles depuis juin. Rien n'a varié dans notre comportement et dans nos volontés.

Et c'est justement en fonction de nos volontés que la fatalité peut reculer.

D'abord, être décidés, quoi qu'il arrive, à combattre, à tenir, à survivre et ainsi réserver les possibilités révolutionnaires.

Mais cette attitude ne peut être cohérente qu'au prix d'une lutte quotidienne dont les moindres escarmouches ont le sens d'un refus de choisir entre les deux impérialismes. Il faut donc non seulement dénoncer les préparatifs visibles de la guerre, mais aussi démolir pièce par pièce les mécanismes psychologiques qui créent les États, en particulier luttant contre la mobilisation des esprits en faveur de la préparation totale à la guerre, et dont le moindre aspect n'est pas ce que demandent aux peuples pour que leurs pays respectifs soient puissants chantage à la production, aux sacrifices à dire prêts à la généralisation du conflit.

Il nous faut donc non seulement rassembler les bonnes volontés et les énergies, mais amener les luttes ouvrières, nous montrer surtout l'âme de la résistance quotidienne à la misère et à l'esclavage. Il ne doit pas y avoir de petites revendications, de petites injustices pour les combattants du 3<sup>e</sup> FRONT.

Il nous faut aussi fouailler les résignés, dénoncer et traquer les incriminés ou les veules qui pensent que la seule solution est de se « débrouiller » sous tous les régimes et qu'il ne sera pas plus difficile d'échapper à la bombe atomique qu'au mousquet et de se nourrir en attendant son voisin sous l'occupation stalinienne que sous l'occupation nazie.

Chaque parcelle de vérité criée, chaque lâcheté combattue, chaque grève victorieuse, chaque manifestation antitotalitaire, antilétaliste, antibureaucratique, sont les éléments d'un combat efficace. Affaiblir le potentiel financier ou guerrier des États est aujourd'hui le premier devoir, chacun dans son propre pays, dans sa propre sphère d'activité. Contraindre le colonialisme français vacillant à se retirer d'Indochine, abroger l'occupation stalinienne dans l'empire russe, s'opposer aux aventures des militaires américains, appuyés par la grosse industrie, voilà les moyens de faire comprendre aux gouvernements que tout n'est pas vu point, qu'il faut attendre, puis qu'il faut reculer, enfin qu'il faut céder la place, voilà les tâches des prolétaires du monde entier.

Répondre aux Alliés et aux blocs par le développement patient d'une véritable Internationale, répondre à la guerre totale par la guerre sociale, répondre par la mobilisation des opprimés à la mobilisation des États, ce sont là les « mots d'ordre » du Troisième Front Révolutionnaire.



## Fédération Anarchiste

## La Vie des Groupes

1<sup>re</sup> REGION

HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanche, de 10 heures à 12 heures, au Café « Les 6 Billards », 56, Cours de la République.

LILLE. — Pour le Service de Librairie, écrire au voir Georges Laignes, 80, rue Francisco-Ferrir, à Fives-Lille (Nord).

2<sup>e</sup> REGION

CONSEIL REGIONAL. — La prochaine réunion du Conseil régional aura lieu samedi 19 décembre à 14 h. Salle du Pavillon, 55, boulevard de la Villette Paris (10<sup>e</sup>). AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe en constitution invite tous les militants et sympathisants à la réunion d'information qui se tiendra le samedi 9 décembre, à 20 h. 30, au café « Le Petit-Cyran », place de la Gare.

Ordre du jour très important. La présence de tous est indispensable. CLAMART-ISSY-LES-MOULINEAUX. — En vue de la formation d'un groupe, écrire F. A. 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

MONTROUGE - CHATILLON - SOUS-BAGNEUX. — En vue de la formation d'un groupe, voir qu'écrire à : Paulette Girard, 18, rue Pierre-Semart, à Chatillon-sous-Bagneux.

ST-DENIS - ST-OUEN. — En vue de la formation d'un groupe, écrire : 145, Quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

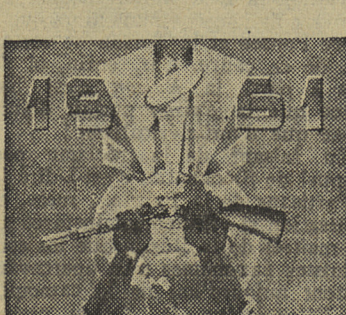
SECTEUR OUEST. — Réunion du Secteur des groupes (Colombes, Asnières, Courbevoie, Argenteuil, Houilles, Levallois), le dimanche 10 décembre 1950 à 9 h. du matin, café de la Mairie, 10, avenue Henri-Barbuse, 1<sup>er</sup> étage.

REIMS. — Un service de librairie se tient tous les dimanches matin au marché J.-Jaurès, angle rue J.-Jaurès et Bd Jamin. Vente, location et prise de commande de livres, brochures, journaux, etc. Pour tout ce qui concerne cette librairie, s'adresser à : Lemillier Maurice, 232, rue J.-Jaurès.

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Bozoc, quai des Indes.

NANTES. — Le Groupe Francisco Ferrer reprend sa permanence tous les samedis, de 18 h. à 20 h. rue Jean-Jaurès, n° 33. Adresser correspondance à Henriette Le Schedé (même adresse).

## CALENDRIER S.I.A. 1951



Ce magnifique calendrier de S.I.A. doit être dans tous les foyers antifascistes. Le réclamer à E. Guillemau, 345, quai de Valmy, C.C.P. 5072-44.

## Courrier administratif

## AVIS IMPORTANT

Aux camarades trésoriers des régions, aux camarades trésoriers de groupes, aux vendeurs individuels du « Libertaire » ou de librairie en compte avec la Fédération Nationale.

Nous vous prions, pour raisons d'urgence, de régler toutes les sommes que vous pouvez devoir à la Fédération, au « Libertaire », à la librairie, des connaissances de cet avis.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemau, Paris 5072-44.

## LA COMMISSION DE GESTION.

## Société des Ecrivains et Artistes du Peuple

MERCREDI 20 DECEMBRE, A 20 H. 45

Palais de la Mutualité - Rue St-Victor

## A propos du « Mensonge d'Ulysse »

M. Paul Bassinier viendra répondre aux attaques du député Guérin et de l'ancien ministre Michelet Participation aux frais : 30 fr. Entrée sur invitation

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 10, r. du Croissant, Paris-10



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## LES ANARCHISTES AU PAYS DE TITO

### La jeunesse yougoslave

Formée durant l'époque des grandes luttes de libération, la jeunesse yougoslave s'est enthousiasmée pour les objectifs que se fixait le P.C.Y. dans la clandestinité. Les actes d'héroïsme les épopées romanesques que ne manquaient pas de populariser les chefs des armées de partisans, servirent plus que n'importe quel appel aux sentiments patriotiques, à cristalliser autour de Tito la jeunesse qui donna le meilleur d'elle-même, souvent sa vie, dans les combats contre le « nazi occupant ». Il ne restait plus, l'enthousiasme éconduit, qu'à entretenir le chauvinisme guerrier pour parachever une éducation compromise par la discipline rigoureuse des maquis et l'idolâtrie du « chef bien-aimé ». En ce sens les maîtres yougoslaves n'ont pas fait montre d'originalité. On pourrait comparer les déclarations d'amour que Tito se fait décerner par des organismes de base aux liturgies de l'église stalinienne sans trouver aucune distinction.

### La J. P. Y.

Composée de l'Union de la Jeunesse Communiste Yougoslave et des diverses associations sportives et culturelles des Républiques, la « Jeunesse Populaire Yougoslave » groupe 1.415.763 jeunes gens et jeunes filles soit environ 80 % de la jeunesse yougoslave (2). Ce pourcentage assez remarquable nous laisse augurer de ce que signifie dans ce pays la liberté d'association. Et de fait, si l'affiliation à la J.P.Y. n'est pas obligatoire, elle n'en est pas moins « recommandable ». Aleksandar Rankovic, ministre de l'Intérieur, dans son rapport : « Le travail d'organisation » au V<sup>e</sup> congrès du P.C.Y. déclarait : « Le pourcentage de la jeunesse qui n'est pas encore organisée dans la Jeunesse Populaire est plus élevé dans certaines Républiques que dans d'autres — il est plus élevé en Croatie et plus bas en Monténégro. C'est-à-dire que dans certaines Républiques la tâche s'impose de la façon la plus sérieuse de diminuer le pourcentage de la jeunesse qui n'est pas sous notre in-

fluence, et par là de soustraire ce pourcentage à l'influence de l'ennemi » (3). On ne peut être plus explicite, sauf toutefois en ce qui concerne l'ennemi, qui en terme général qualifie celui qui refuse de se soumettre ou d'approuver. Et dans cette phrase réside l'esprit qui anime la J.P.Y. : soumission totale, retrait de la personnalité, exploitation morale et physique, respect des lois « supérieures » et culte du chef à tous les degrés. Ce bref extrait d'une brochure de Rato Dugonjitch, 34 ans, président de la J.P.Y. et membre du Comité Central du Parti, nous éclaire sur l'esprit démocratique et culturel de ce mouvement de jeunesse (4) ! « A présent, des millions de jeunes gens et de jeunes filles sont à leur place au sein de la Jeunesse Populaire, pour avoir prouvé leur patriotisme à maintes reprises. S'il advenait qu'ils envisagent encore fausement telle ou telle chose, s'ils se méprennent sur certains manifestations de notre vie — cela ne doit nullement représenter un obstacle à leur adhésion à la J.P.Y. pourvu qu'ils aiment sincèrement notre Etat Populaire nouveau. Cela n'implique aucune dévotion particulière, mais seulement l'éducation démocratique de notre jeunesse à un développement spontané. (Page 13. C'est nous qui soulignons). Nous signalons également une erreur toute opposée à la première — le manque total d'idéologie qui se fait sentir dans quelques-unes de nos organisations. Vouant à tout prix s'entendre, grossir le nombre de leurs membres, certaines organisations locales ont créé une unité factice, agréant des jeunes hostiles à notre Etat... Toute action contre leurs manœuvres antipopulaires était évitée pour ne pas provoquer la « discorde » dans l'organisation... (Page 21) ». On pourrait multiplier les faits et les citations à loisir. A quoi

**N**OUS avons vu dans nos précédents articles quelles sont les conditions de vie des travailleurs yougoslaves, quel est leur pouvoir d'achat, comment est établi le rationnement, comment sont réglées la production et la répartition des revenus. Après avoir signalé l'existence de couches sociales plus ou moins privilégiées, nous avons abordé le problème paysan. Poursuivant notre investigation, nous allons aujourd'hui entretenir nos lecteurs sur la « jeunesse yougoslave » (1).

bon ! la cause est entendue. Les jeunes Yougoslaves ne peuvent se réunir, s'associer sur la base d'aspirations communes, à l'exception que ces aspirations se limitent au cadre fixé par la Loi.

Si la J.P.Y. n'est pas un mouvement de jeunes pouvant déterminer librement leur activité, si elle n'est pas une école de la démocratie, de l'initiative et de la culture, à quoi sert-elle ? Ses raisons d'être sont multiples.

### Embrigement

Tous les dictateurs, les politiciens ont cherché à maintenir la jeunesse sous leur influence constante. En effet seule la jeunesse est capable d'enthousiasme

et de dévouement jusqu'au sacrifice. L'existence de la J.P.Y. assure au régime l'existence d'une base dynamique. Elle permet le contrôle des « autorités » sur la jeunesse et son orientation politico-militaire.

Par ailleurs, les jeunes n'ont pas comme les vétérans, éprouvé toute la série de mystifications qui jalonnent la vie politique des hommes. De ce fait, ils sont plus perméables aux propagandes nouvelles, aussi puériles soient-elles, pourvu qu'elles satisfassent leur besoin d'action. Ainsi les dirigeants yougoslaves font coup double. Ils dirigent leurs jeunes et canalisent leur action vers ce qui leur est utile : la construction dite du socialisme.

### Coffrage idéologique

Contrôlant la jeunesse à tous les stades de la croissance, les dirigeants de la J.P.Y. peuvent orienter aisément son éducation — qui sera militariste, chauvine, patriote et obéissante au possible.

Dans les cités de pionniers, les jeunes enfants apprennent déjà le maniement d'armes et le respect des « autorités ».

Dans les « Cercles Rouges » (centres locaux dits culturels) les jeunes sont initiés à la pratique du « marxisme-léninisme » à la sauce yougoslave, où l'indépendance nationale et l'émulation socialiste constituent la base idéologique.

### Main-d'œuvre à bon marché

Les « cercles Rouges », les clubs sportifs d'usines et d'universités sont les principaux centres de recrutement pour les « brigades de travail ». Succédant à une campagne échevelée sur la nécessité de construire soi-même le

socialisme, les feuilles d'inscription sont largement distribuées. Evidemment on évite bien de spécifier que l'inscription pour les « brigades » est obligatoire. Mais dans la pratique il est difficile de s'y soustraire, pour plusieurs raisons.

D'abord parce que la nourriture, quoique frugale, y est plus copieuse que le repas familial. Et il faut avoir faim pour comprendre tout ce que cela signifie. Ensuite, des sévices de tous ordres sont pris contre les réfractaires, outre la mise à l'index, ils peuvent aller jusqu'à la suppression de la bourse pour les étudiants, et le changement de catégories professionnelles pour les travailleurs. (Ce deuxième cas est d'ailleurs assez rare).

Les Brigades de travail fournissent à la Yougoslavie une main-d'œuvre à bon marché sans concurrence (uniquement le prix des repas et les frais d'installation des camps). Toutes les grandes constructions (5) ont été réalisées par les Brigades (Cités Universitaires, autostrades, lignes de chemin de fer, cités ouvrières, etc.). Ces constructions ont beaucoup plus une valeur psychologique que réelle. Par exemple, la ligne de chemin de fer Samac-Sarajevo, construite entièrement par 217.000 brigadistes, est une véritable hérésie. Il a fallu percer des tunnels, construire des viaducs, tailler dans le roc, pour finalement poser une voie unique. C'est-à-dire, que si la production industrielle yougoslave acquiert de l'importance, il faudra fatalement repérer les tunnels, construire des nouveaux ponts et de nouvelles digues. Nous voyons dans ce simple exemple (6) le manque de méthode des dirigeants yougoslaves. Que la somme de travail soit doublée importe peu, l'essentiel est de pouvoir annoncer que les brigades de choc remplissent leur serment à Tito, ont terminé leur ouvrage quinze jours avant le terme prévu.

### L'enthousiasme

Apparemment, la jeunesse yougoslave est enthousiasmée. Mais en pratique, cet enthousiasme tient à peu de choses. Une poignée de fougues mœurs, quelques chants, un drapeau, un discours et des médailles font l'affaire. L'enthousiasme, d'ailleurs, n'a jamais rien signifié. Il ne peut être présenti comme un gage de « socialisme ». Les Hitler-Jungen étaient tout aussi enthousiasmés que les J.P.Y. de choc. Eux aussi manœuvraient la pelle et la matraque. Mais personne ne peut aujourd'hui les présenter comme des constructeurs progressistes.

(A suivre.)

(1) Voir Le Libéraire numéros 240, 241, 242, 243 et 245.  
(2) Chiffres donnés par Rankovic dans son rapport au V<sup>e</sup> congrès du P.C.Y.

(3) C'est nous qui soulignons.  
(4) Jeunesse populaire, éditée à Belgrade.

(5) Non compris les édifices construits par les internes en camps de concentration. Nous y reviendrons ultérieurement.  
(6) Nous pourrions citer l'exemple de la Cité universitaire de Zagreb, construite en un temps record, mais qu'un ouragan mettrait à bas.

## Déclaration du 5<sup>e</sup> Congrès de la Fédération Anarchiste japonaise

**D**e nouveau l'influence puissante de la réaction s'affirme dans le monde. Les points importants du Japon sont occupés par des bases militaires et la production des munitions connaît diverses manières. Des mercantis accaparent les entreprises publiques, qui

devraient être utilisées pour le bien-être du peuple. Les industries de paix et les petits commerçants font banqueroute et un grand nombre de travailleurs sont réduits au chômage.

Profitant, par ailleurs, de cette situation, le P.C. japonais trompe le peuple, lui donnant à croire qu'il le sauvera de la crise actuelle, alors que, fidèle serviteur du Kremlin, il ne projette qu'une assimilation à l'impérialisme soviétique.

Le peuple japonais a déjà fait la triste expérience de la puissance atomique et désire la paix. Rien ne peut nous inciter à nous laisser entraîner dans la tragédie d'une troisième guerre mondiale.

Aussi longtemps que l'Etat, les gouvernements et le capitalisme subsistent dans la société humaine, il n'y aura pas de bonheur pour le peuple. C'est cette réalité que les camarades qui nous ont précédés dans ces cent dernières années ont vue clairement et c'est pour l'abolir que nous combattons encore. C'est maintenant la conviction universelle de la majorité des hommes qui pensent librement.

D'un côté, l'U.R.S.S. réduit ses peuples en esclavage par un despotisme étatique absolu et à l'extérieur poursuit sa politique d'invasion. De l'autre côté, les U.S.A. se prétendent les seuls protecteurs de la démocratie alors qu'il n'y a chez eux de liberté que pour les classes fortunées ; comme le mettent en évidence les conflits quotidiens qui opposent les travailleurs aux capitalistes.

Ces deux tendances ne sont rien d'autre qu'une obstruction au progrès de l'humanité et une destruction des chances de la paix du monde.

Le Japon, placé entre les deux puissances, est menacé d'un sort terrible, qu'il soit occupé par l'U.R.S.S. ou qu'il serve de barrière antisoviétique aux U.S.A. Les peuples n'ont à attendre aucune liberté aucune réforme de la part de la « démocratie » du socialisme ou du communisme autoritaire.

La mort nous approche déjà avec bruit. C'est pourquoi une masse, chaque jour plus nombreuse, affirme que seul le triomphe de l'anarchisme, que nous préconisons sans cesse, peut sauver le Japon avec l'humanité tout entière.

A un même appel, répondront aussi nos courageux camarades qui, dans tous les pays, luttent avec un puissant sentiment de solidarité pour réaliser au plus tôt notre but : la société anarchiste libérée.

Notre tâche révolutionnaire, c'est l'abolition des frontières, la destruction du capitalisme et de la propriété privée. C'est, par voie de conséquence, la mise à la porte une fois pour toutes des gouvernants, représentants de la souverai-

neté, des politiciens et des capitalistes qui les accompagnent. C'est l'appropriation, par la société, de toutes les richesses naturelles ou artificielles sous l'administration des syndicats et des associations librement formées par le peuple lui-même, pour la protection des intérêts de tous, en remplacement du système actuel des constitutions, des codes et du parlementarisme.

Nous affirmons ici qu'aucune organisation, aucun système ne pourront nous empêcher d'établir la paix définitive du Japon et du monde entier et de construire la société libre, antiautoritaire, que tous les peuples réclament.

Nous lutterons jusqu'au bout contre tout ce qui voudrait barrer notre route qui conduit à la prospérité et au progrès de l'humanité tout entière.

Au nom de ce Congrès, nous déclarons solennellement notre intention d'augmenter encore nos efforts vers le but que nous nous sommes fixés.

### LA FEDERATION ANARCHISTE JAPONAISE

(Le texte de cette déclaration a été publié et diffusé en espéranto par le « Helmin Shimbun », organe de la Fédération Anarchiste japonaise. — Traduit par les soins de « Espéranto-Informations ».)

## HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE

### par J. MAITRON

Ce remarquable ouvrage de 1.024 pages a valu à son auteur en mai 1950, le titre de docteur ès lettres avec mention très honorable, par un jury où figuraient : MM. Renouvin, Bourgin, Dolléans, Labrousse et Tapie, tous spécialistes des questions sociales ou historiques. En voici le sommaire :

1<sup>re</sup> Partie : Naissance du mouvement.  
2<sup>e</sup> Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1880 à 1894 (fin de la « propagande par le fait »).  
3<sup>e</sup> Partie : Le mouvement anarchiste en France de 1894 à 1914.  
4<sup>e</sup> Partie : La philosophie de l'anarchie et le point de vue marxiste. Annexes : Documents inédits. Bibliographie : (200 pages). Documents d'archives. Périodiques. Brochures et livres.

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT ANARCHISTE sera éditée par S.U.D. E.L. si le nombre de souscripteurs atteint 750 au 15 janvier 1951. Les souscriptions seront reçues dès maintenant au siège de notre organisation.

Prix de souscription : 1.050 francs dont 600 francs à la souscription ; 450 fr. à la parution.

Après parution le prix sera porté à 1.250 francs. Souscrivez et faites souscrire vos amis par virement de 600 fr. ou de 1.050 fr. (le prix du volume), à notre C.G.P. (Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>, C.G.P. 50-2-44).

de Gommorho, 200 fr. (230 fr.). — A. LORUOT : Fleur de poëse, 150 fr. (180 fr.). — G. VIRGIL GHEORGHIU : La vingt-cinquième heure, 390 fr. (420 fr.). — H. BAZIN : Vierge au poëse, 280 fr. (315 fr.). La fête contre les murs, 420 fr. (450 fr.). La mort du petit cheval, 375 fr. (405 fr.). — Upton SINCLAIR : Le Christ à Hollywood, 200 francs (230 fr.). — L. SILENE : Fontamara, 285 fr. (315 fr.). Le pain et le vin, 420 fr. (450 fr.). — BOUTEFREU : Veille de fête, 250 fr. (280 fr.). — R. ROUBAN : Si l'Allemagne avait vaincu, 420 francs (450 fr.). — J. MARESTAN : Nora ou la cité interdite, 225 fr. (255 fr.). — H. VAN DE BEEK : La héliote, 300 fr. (330 fr.). — A. SILENE : Jaune de chrome, 375 fr. (405 fr.). Le plus sot animal, 200 fr. (230 fr.). — J. MARESTAN : Les mortelles, 200 fr. (230 fr.). — Wood KAHNER : Le noir gigantesque, 260 fr. (290 fr.). — Alberto MORAVIA : Agostino, 115 fr. (145 fr.). La belle Romaine, 490 fr. (525 fr.). — Ann PETRY : La rue, 350 fr. (380 fr.). — J. GALTIER-BOISSIERE : La bonne vie, 240 fr. (270 fr.). Trois héros, 240 fr. (270 fr.). — H. DE BALZAC : Yautin, 350 fr. (385 fr.). — Henri POULAILLE : Ils étaient quatre, 210 fr. (240 fr.). Pain de soldat, 450 fr. (485 fr.). Les drames de la terre, 240 fr. (270 fr.). Le pain quotidien, 210 fr. (240 fr.). L'enfantement de la paix,

210 fr. (240 fr.). — Paul RASSINIER : Le message d'Ulysse, 315 fr. (345 fr.).

### SYNDICALISME

F. ROBERT : La S.N.C.F. doit-elle disparaître, 35 fr. (45 fr.). — JEAN-JACQUES : Vie et mort des corporations, 125 fr. (155 fr.). — J. BINNES : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — XXX : Léon Jouhaux, volé l'homme, 40 fr. (65 fr.). — P. BERNARD : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. (105 fr.). Le monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — F. PELLOUTIER : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.). — E. ROT : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — V. GRIFFELLES : Le syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). — G. VETOT : L'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.).

\*  
Prière d'ajouter 25 francs si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Nous pouvons, si vous le désirez, faire tout envoi contre remboursement. Tous vos mandats doivent être adressés au C.G.P. 5072-44 Paris, Etienne Guillemau, 145 Quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

## LES NOIRS et ROUGES

### LA RUE

**L**e très beau roman de Ann Petry fait une suite à l'inoubliable « Vent d'Orage », de William Russell, déjà paru en 1947. Dans les deux ouvrages, c'est l'histoire du peuple noir aux Etats-Unis ; et au fond, il importait peu que Russell, sans choisir de solution définitive, nous laissât entendre ce que nous devrions faire pour secourir le carcan qui l'empêche de vivre ; que Ann Petry, elle, se contente de témoigner en nous laissant sur notre révolte et, qu'une fois le livre fermé, nous nous trouvions dans la situation du témoin impuissant, impuissant devant le destin, sans espoir, n'a pas une importance plus grande : les deux romanciers ont mis le doigt sur une plaie sociale, et l'important, c'est qu'ils forcent à méditer.

« Vent d'Orage », nous avait fait connaître la révolution de couleur des noirs dans les plantations de coton des Etats du Sud des Etats-Unis. Nous étions parmi le prolétariat agricole, où l'impossibilité de se faire une situation individuelle, relativement privilégiée, soudait les individus, créait une conscience collective. Le héros, Les Jackson, dans un espoir de créer une organisation pour la libération de ses frères de couleur, nous avait projeté dans l'avenir du peuple noir.

« La Rue », par contre, nous emmène dans l'enfer du ghetto noir de New-York-Harlem.

Ici, chaque individu joue des coudes, exploite, méprise son voisin ; l'esprit collectif a disparu du fait de la situation particulière, imposée aux noirs par les blancs : Le déracinement. Cette atmosphère écrasante entretient un « état de guerre, de guerre qui n'a pas encore éclaté ».

Lutie, notre héroïne, émouvante et sympathique, veut sortir de cet enfer par la pureté, mais elle ne s'échappera ni par la dégradation, ni par l'humiliation, mais seulement par sa volonté de travail. Elle tentera, seule, de relater son existence qui a mal commencé ; après son travail le soir, elle prend des cours de sténographie et, avec un peu de chance, elle pourra, peut-être passer des examens, et avoir un emploi qui lui permettra d'avoir « un vrai logement », de pouvoir payer son loyer, d'éduquer son fils, et

surtout de quitter cette rue, cette rue maudite avec sa misère qui semble « jaillir des pavés », ses haillons, la faim, le crime, la prostitution.

Elle ne composera pas avec le diable pour mériter son paradis. Elle en sera dépendante victime. Le seul homme qui pouvait l'aider à payer un avocat pour sortir son gosse de prison, arrêté pour vol de lettres, lui offre son lit et celui de son patron, un blanc, en échange des honoraires de l'avocat.

Des mois et des mois de rancune, de privation, explosent. Cet homme, d'un seul coup, représente pour elle la dernière pierre du mur qui l'empêche de s'évader. Ce mur fait avec la misère, les taudis, les punitions, la rue, la race blanche, et qui avait causé sa perte et celle de Bub, son enfant, elle le détruira en assassinant cet homme. Mais aussi ses rêves, sa liberté, seront perdus. Elle ira continuer ailleurs, à Chicago, sa vie de paria.

### LES BELLES JOURNEES

Avec Maurice Lime, nous quittons ce monde « Absurde » pour l'espoir. « Les Belles Journées », le roman que nous donne cet auteur, nous ramenant aux étonnantes journées de juin 1936.

Lire qui plait et dont toute la valeur vient de son authenticité. Toutes les scènes sont peintes avec les couleurs de la vie, écrites avec le langage de tous les jours. Ce sont nos souvenirs que Maurice Lime rappelle, notre histoire qu'il raconte, celle de nos voisins d'étage, celle de nos camarades d'atelier. Ces belles journées n'ont pas été faites par des héros, par un prolétariat « conscient et organisé » ; elles le furent, par les gens les plus simples, les gens de tous les jours, ceux qui ont des petits ennuis personnels, leurs pauvres vies familiales, leurs histoires d'amour.

L'occupation de l'usine, faite dans une atmosphère lourde de colère, devient bientôt une partie de rigolade. On s'installe dans la joie, le temps travaille pour nous. Seuls, les militants ont encore conscience de la bagarre déclenchée ; ils organisent, tiennent conseil, et leur bonne volonté, leur ardeur même tourne quelquefois au burlesque.

Mais c'est la victoire. Et après ? L'anarchiste, un peu farfouille mais extrêmement sympathique, qui a sa grande place dans

### LE FESTIVAL

Il est bon, il est essentiel, de lire de temps à autre un ouvrage qui nous soulage, balaye l'équivoque, fait le vide du monde déprimant qui nous entoure. C'est bon pour notre santé morale, c'est essentiel pour conserver le goût de vivre.

Partons pour le festival. Mais que « les nez bouchés, les yeux susceptibles, les palais délicats, les cache-sexes, les boyaux farcis, extrêmement onctueux », restent à la maison. Maurice Raphaël nous prévient, « J'aie, j'aie. Tant pis si ça malmeur le cœur fragile ».

« Grands d'Espagne, couvrez-vous. Voilà la société ! Admirez les guignols. « Les qui adjectivement perpétuellement, les qui fête de charité, les qui légion d'honneur, les qui hymne national, les qui de droit, les qui ouvrent les cuisses, les qui barbes au vent ». Des vérités, il en a à revendre. Maurice Raphaël, tout le monde sera servi ; bousculez pas !

Scandale, horreur ! l'auteur use des mots les plus sales. La chose, « la crotte », passe, mais le mot ! De la pudeur ! « Non mais ! quelle pudeur ? où à qui ? comment ? la pudeur ? tu l'as rencontrée, toi, cette peau de harang ».

La vision de Maurice Raphaël, des gens et des mœurs est cruelle, cynique. Obéance ? dégradant ? seulement pour les fatigués. Erodique ? ironie acerbe que nous dégage de l'hypnotisme malsain des boudoirs.

Et, ici, de la morale on s'en moque, l'intéressant c'est la qualité littéraire. Ce livre est-il un échec ? Non. L'abondance, le rythme des phrases, l'expression colorée, prouvent un talent, mais Maurice Raphaël est un petit Céline aux grands pieds, et cette influence qu'on retrouve tout le long de l'ouvrage, avec un arrière style Prévert, semble le diminuer. Cependant, il faut lire ce livre, il secoue, c'est une affirmation de santé, de vie.

R. LUSTRE.

« La Rue », « Les Belles Journées », « Le Festival », sont en vente à la librairie, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

## SERVICE DE LIBRAIRIE

### PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

BUCHNER : Force et matière, 240 fr. (265 fr.). — HAECKEL : Histoire de la Création, 450 fr. (520 fr.). L'homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.). — R.H. HUXLEY : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.). — G. MATISSE : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.). — A. DOUDEL : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — J. LA-MARCK : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

### BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.). — F. PLANCHE : Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.). — Pierre KROPOTKINE : sa vie, 210 fr. (240 fr.). Duroille, la vie des couteliers, 150 fr. (180 fr.). — L. LECQIN : De prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — SAINT-BEUVE : Vie de J.-P. Froudon, 270 fr. (300 fr.). — Jules VALLES : L'enfant, 125 fr. (155 fr.). Le bachelier, 125 fr. (155 fr.). L'insurgé, 125 fr. (155 fr.). — G. LACAZE-DUTHIERS : Auguste Lumière, 75 fr. (90

### REVUES

« Etudes Anarchistes », n<sup>os</sup> 2, 3, 5 et 6. — M. MARTINET : Culture prolétarienne, 200 fr. (230 fr.). — G. ARDULLAH : Les oiseaux (Maison d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — C. FREINET : Technique de l'imprimerie à l'école, 20 fr. (30 fr.). Page des parents, 20 fr. (30 fr.). La coopération à l'école moderne, 20 fr. (30 fr.). Pour le sauvetage des enfants de France, 20 fr. (30 fr.). La technique Freinet, 25 fr. (40 fr.). Caravanes d'enfants, 20 fr. (30 fr.). L'éducation du travail, 300 fr. (330 fr.). Conseils aux parents, 100 fr. (130 fr.). L'école moderne française, 130 fr. (160 fr.). — Elise FREINET : Naissance d'une pédagogie populaire, 20 fr. (30 fr.). Conseils aux parents de l'enfant, 130 fr. (160 fr.). Principes d'alimentation, 20 fr. (30 fr.). — Marie CASSY : Ecoles de villes, 20 fr. (30 fr.). — Jean MONBOURNE : Bilan d'une expérience, 20 fr. (30 fr.). — J. HUSSON : Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle, 20 fr. (30 fr.). L'éducation Decroly, 20 fr. (30 fr.). — Paul ROBIN, 20 fr. (30 fr.). Les mouvements d'éducation nouvelle, 20 fr. (30 fr.).

### EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — Docteur NAGUIB RIAD : Le bonheur intime, 390 fr. (435 fr.). — M. DEVALEDES : La maternité consciente, 75 fr. (105 fr.). — J.-M. LAHY : Du clan primitif au couple moderne, 75 fr. (105 fr.). — L. HOBLEY : Morale de l'église et morale laïque, 15 fr. (25 fr.). — A. LORUOT : Education sexuelle et amoureuse de la femme, 200 francs (230 fr.). La véritable éducation sexuelle, 300 fr. (345 fr.). Morale sexuelle chrétienne ou morale sexuelle libérale, 30 fr. (40 fr.).

### PEDAGOGIE

S.A.T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.). — S. GLODEAU : Une humanité, une langue, 30 fr. (40 fr.). — G. GHROUD : Compuls, 300 fr. (370 fr.). — A. JOUENNE : Une expérience d'éduca-

### PHOTOS (Cartes postales)

Sébastien FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (40 fr.). — Pierre KROPOTKINE, 20 fr. (25 fr.). — Camille BERNERI, 25 fr. (40 fr.).



# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

## LES TRAVAILLEURS DEFENDRONT LEURS COOPERATIVES

L'exemple le plus typique de cet état de choses, et qui crée les yeux, c'est probablement le sort qui est fait aux possesseurs d'immeubles de rapport par les capitalistes dont l'intérêt est, au contraire, dans les secteurs de la production industrielle. On sait que la France est le pays où le prix du logement représente la plus petite fraction du salaire des travailleurs. Il n'en faudrait pas conclure que les possesseurs d'immeubles sont des philanthropes, uniquement préoccupés de permettre aux budgets ouvriers de se boucler ! L'explication véritable n'est pas là : si les loyers sont « bas », c'est que le capital immobilier ne dispose pas de moyens suffisants de pression sur l'Etat pour que la loi intervienne et les relève davantage. Et s'il ne dispose pas de ces moyens, c'est parce que le capital engagé dans la production, et qui tient l'Etat en mains, s'y oppose. Car relever les loyers, c'est amoindrir en fait les salaires industriels et agricoles, c'est donc pour les exploitants de production à des conflits sociaux où les travailleurs les obligent à augmenter les salaires, donc à réduire les profits de la production capitaliste. Comme toujours, les plus gros capitalistes, ceux qui tiennent l'appareil d'Etat, n'hésitent pas à manger les autres lorsqu'il s'agit de dividendes.

Notre but en écrivant ceci n'est évidemment pas de prendre la défense des « pauvres » capitalistes, qui ne sont que des requins qui auraient mal réussi, et dont l'opposition d'intérêts avec les plus gros et les plus voraces n'existe que pour autant que leurs privilèges communs ne sont pas remis en question par l'action des masses laborieuses. Devant la révolution, nous sommes sûrs de les trouver tous réconciliés pour essayer d'écraser dans le sang les tentatives d'émancipation du travail.

Seulement, ces considérations nous permettent d'éclairer un fait d'importance, qui est en train de se développer à l'heure actuelle, et où les travailleurs risquent encore de perdre une portion de leur misérable pouvoir d'achat. Il s'agit de la violente offensive menée par le Conseil National du Patronat Français, expression des hauts couches capitalistes, financières et industrielles, contre les coopératives et les groupements d'usagers, au profit des intermédiaires commerciaux.

On sait qu'après la « Libération », le circuit commercial était devenu encombrant, double quantité d'intermédiaires de tous calibres, à un moment où la production était insuffisante, que les travailleurs avaient créé un peu partout des coopératives, des groupements pour échapper au lourd tribut prélevé par ces MM. les commerçants. Notre libération a alors vigoureusement mené campagne pour la généralisation la plus large possible de la formule circuit-direct production-consumation, en marge et contre le circuit officiel et ses parasites. La formule des coopératives de distribution présentait une double avantage : augmenter le pouvoir d'achat réel des travailleurs et de prouver concrètement à la classe ouvrière, en dépit de la propagande capitaliste, que le travail est capable à lui seul de gérer la société.

Les coopératives d'usines, d'entreprises et autres ont été ce qu'elles ont été. Les centrales politiques et syndicales n'ont pas manqué de leur donner instruments au mépris de l'intérêt des travailleurs. Il n'en reste pas moins qu'elles ont continué, contre vents et marées, à représenter une aide appréciable donnée aux travailleurs dans la lutte contre la cherté de la vie. Or, il est typique de constater que la plupart des chefs d'entreprise ont réagi devant l'établissement de ces groupements et coopératives, et que, dans l'ensemble, le grand capital les a regardé fonctionner, sinon favorablement, du moins avec une certaine indifférence. Les hurlements d'écœurement poussés par les commerçants et intermédiaires officiels n'ont pas pénétré dans les oreilles des industriels, parce que les industriels ont pensé qu'il était de leur intérêt de laisser se faire ces initiatives qui augmentaient tant soit peu le niveau de vie ouvrier sans les obliger à ouvrir les cordons des bourses patronales. En somme, il en a été des rapports de la production et de la distribution comme il en a été des rapports entre la production et le capital immobilier : les financiers et industriels laissent rogner la part de leurs frères exploités au nom de leurs profits personnels. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les commerçants aient été le moins du monde à plaindre !

Or, dernièrement, le Conseil National du Patronat Français vient de sortir de son indifférence et de lancer une campagne de boycott des coopératives. Le bulletin du C.N.P.F., fait état de la IX<sup>e</sup> assemblée générale de cet organisme au cours de laquelle s'est poursuivie l'étude du « statut du commerçant ». Le Conseil National du Commerce (C.N.C.), membre du C.N.P.F., s'y révèle soutenu à fond par ce dernier dans son offensive contre les circuits « paracommunautaires », autrement dit les coopératives. Le bulletin déclare : « la solution aurait pour effet, en particulier, de permettre aux producteurs de ne vendre à bon escient leurs produits qu'à des commerçants réguliers, évitant ainsi l'alimentation involontaire des circuits paracommunautaires ».

Comme le dit judicieusement le bulletin de l'Union des Cercles d'Etudes Syndicalistes, « il s'agit donc de dresser une liste noire de coopératives et de groupements d'achat que les producteurs seraient invités à ne plus approvisionner ». Ainsi ces organismes des travailleurs et consommateurs seraient dirigés à la source même de leurs approvisionnements.

Le travail policier de « détection » est déjà commencé ; le C.N.P.F. et le

C'est un fait bien connu, que le grand capital, finance et grosse industrie, n'hésite pas à fouler aux pieds les intérêts de couches capitalistes mineures lorsqu'il y trouve son avantage. D'une façon générale, ces messieurs les exploitants de tous poils ne se trouvent d'accord entre eux que pour défendre et intensifier leurs privilèges sur le dos des travailleurs. En dehors de ces occasions de fraterniser, ils se combattent.

C.N.C. ont établi « un questionnaire destiné à servir de cadre unique aux diverses professions pour recenser les activités para-commerciales dans leur secteur ».

Mais ce n'est pas tout ! Industriels et commerçants sollicitent de plus la répression de l'Etat contre les coopératives : « Dans le secteur public, toute intervention patronale contre des procédés para-commerciaux se trouve à l'avance désarmée, s'il n'intervient pas de dispositions législatives ou réglementaires » propres à faire cesser des abus flagrants (sic).

Car, n'est-ce pas, que les travailleurs cherchent à s'affranchir le plus possible des parasites du commerce ? L'agriculture à leur tondre la laine sur le dos, ceci est un « abus flagrant » dans une « démocratie » capitaliste. Tenter de réduire l'exploitation dont nous sommes victimes, aller au moins cher, est considéré par le système actuel comme un « abus ». La « liberté » capitaliste est la liberté pour les capitalistes d'exploiter toujours plus, et non pas pour les travailleurs de ne se faire exploiter qu'un tout petit peu moins.

Car, de plus, il est bien évident que l'Etat est un monstre, une machine tyrannique lorsqu'il réclame des impôts au commerce et à l'industrie (il n'est pas un journal financier qui ne vilipende contre l'Etat à ce sujet), mais qu'il devient un bienfaiteur public sitôt qu'il s'agit de leur faire étranger le travail au nom des sacro-saints profits, de lui faire prendre des « dispositions législatives ». On enverra la police pour fermer les coopératives récalcitrantes !

En fait, et en dépit des hurlements périodiques des commerçants et capitalistes, l'Etat demeure et restera l'appareil du maintien de la domination du capital sur le travail. Il est hors de doute que, dès le moment où le C.N.C.F. prend position lui-même pour la liquidation des coopératives, c'est-à-dire où la fraction la plus puissante de la finance et de l'industrie a pris une décision, l'application est bien près de suivre, et cela sera, si l'on en croit la motion suivante du C.N.C., approuvée par la C.N.P.F. :

« Le Conseil National du Commerce, « Constatant que les multiples interventions faites concernant les organismes para-commerciaux n'ont eu, jusqu'ici, que des résultats insuffisants, que ces organismes, fausses coopératives, économats, cantines d'entreprises, groupements d'achat illégaux de consommation et autres points de vente irréguliers se sont, au contraire, développés, soit avec l'appui, soit la complicité, soit la négligence de l'Etat, des Administrations publiques et, il faut bien le reconnaître, de certains chefs d'entreprise ;

« Proteste auprès de l'Etat qui, tout en restreignant ses ressources budgétaires, viole le principe de l'égalité (sic) fiscale au préjudice du commerce régulier ;

« Demande au Gouvernement la stricte application des lois et règlements en vigueur concernant les coopératives des Administrations et les économats de la S.N.C.F. ;

« Insiste auprès des parlementaires pour qu'ils s'associent à toutes mesures législatives tendant à assurer une concurrence saine (sic) entre tous les canaux de la distribution ;

« Invite le C.N.P.F. à prescrire formellement à tous les patrons qui se réclament du principe de la libre entreprise, de respecter pour l'écoulement de leur production ce même principe (sic) et de n'approvisionner que des circuits

de distribution supportant les charges imposées au commerce traditionnel. « Réclame enfin la disparition des privilèges inadmissibles (sic) accordés à ces groupements et l'établissement de conditions de concurrence normale et loyale (sic) entre tous les circuits de distribution. »

Vertueuse indignation ! Il n'y manque ni les appels à la liberté, à l'égalité, ni la levée contre les inadmissibles privilèges des travailleurs !

Ce chef-d'œuvre se devait d'être cité. Ce qu'on n'y dit pas, ce sont les raisons pour lesquelles le C.N.P.F., c'est-à-dire la finance et l'industrie, se décide brusquement à voler au secours des malheureux épiciers.

René MICHEL.

## LA SITUATION DANS LE CENTRE LAIQUE des Auberges de Jeunesse et du Plein Air

LES Congrès du M.L.A.J. et du Pateaux, avaient à se prononcer sur la question d'importance capitale de la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse ou bien, en rompant avec cette F. N. A. J., reprendre une existence indépendante :

Nos lecteurs savent que trois positions s'affrontaient sur ce problème :

a) Un organisme unique étroitement dépendant de l'Etat, intégrant gestion des Auberges de Jeunesse et mouvement d'usagers.

Cette position, dite « Fédération éducative », concrétisée par la F.N.A.J., est celle de la tendance petite-bourgeoise du C.L.A.J., et des organisations syndicales réformistes ;

b) Un organisme étatisé gérant les Auberges, et en dehors de lui, un mouvement d'usagers indépendant de l'Etat. Cette position, dite « Fédération technique », est celle des Trotskyistes, R. D. R. et, récemment, des socialistes S.F.I.O. ;

c) La position des aïstes hostiles à toute étatisation des A. J. :

1° Notre mouvement gérant les Auberges de Jeunesse selon les conceptions laïques et démocratiques qui lui sont propres ;

2° Proposant la création d'un Comité technique de coordination des Auberges de Jeunesse chargé d'assurer une implantation rationnelle des A. J., une répartition de fréquentation, la répartition des subventions étant effectuée au prorata des hébergements.

Cette position avait l'appui des aïstes libertaires, révolutionnaires de toutes tendances et, d'une façon générale, des partisans de l'indépendance à l'égard de tout parti et gouvernement.

Il faut rappeler ici la responsabilité que portent les partisans de la Fédération technique dans la situation actuelle. Ce sont eux qui, en votant avec les partisans de la Fédération éducative au Congrès de 1949, en les soutenant pendant plusieurs mois qui suivirent, permirent aux dirigeants de la Fédération de notre mouvement de s'engager à fond dans cette aventure. Leur thèse consistait à expliquer qu'une Fédération éducative était impossible, qu'elle ne serait jamais acceptée par l'Etat. Ce n'est qu'au Congrès extraordinaire de mars 1950, devant, à la fois la pression des faits et nos cris d'alarme, qu'ils se décidèrent à rompre ce bloc et à faire barrage avec nous à

Il est probable qu'il faut y voir une intention d'établir des liens plus étroits entre le secteur productif et le secteur distributif, entre l'industrie et le commerce, au moment où une orientation décisive vers l'économie de guerre nécessite un contrôle de plus en plus strict des rouages économiques. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le souligner, la substitution de la fabrication de mort à la fabrication de marchandises consommables entraîne avec elle un cortège de calamités, dont l'inflation n'est pas la moindre, et que l'Etat et le capital comptent bien, par leurs mesures dirigées, faire supporter tout entières par les seules classes laborieuses. La disparition des coopératives en France ne sera qu'un petit aspect du renforcement universel de la dictature du Capital et de l'Etat sur un monde qu'ils veulent aux horreurs de la guerre, et dans lequel le mot « liberté » n'est, plus que jamais, qu'un mensonge dans la bouche des classes possédantes et dirigeantes.

René MICHEL.

C.L.A.J.P.A. réunis les 10, 11, 12, à Paris, sur une question d'importance capitale de la Fédération Nationale des Auberges de Jeunesse ou bien, en rompant avec cette F. N. A. J., reprendre une existence indépendante :

ce projet de Fédération éducative qui « introduit la pression morale de l'Etat sur le mouvement, abandonne l'indépendance nécessaire des usagers à l'égard de tout gouvernement, parti, conceptions philosophiques ou religieuses ». (Extrait de la motion commune de barrage.)

Il était déjà bien tard pour que ces camarades puissent se ressaisir avec efficacité.

Le Congrès du M.L.A.J. des 10 et 11 novembre 1950 a en effet adopté la motion pour la F.N.A.J. avec 84 mandats pour 56 contre et 4 abstentions. Cette motion décide de mettre les A.J. en location à la F.N.A.J. Elle fut également adoptée au Congrès C.L.A.J.P.A. (1) mis en sommeil au profit du C.L.A.J.P.A. Le Congrès du M.L.A.J. représentait en principe les usagers. Le Congrès du C.L.A.J.P.A. représentait usagers et grandes organisations : F.E.N., S.N.I., G.G.T.F.O., C.N.T.

Au cours de ce Congrès, les camarades hostiles à l'étatisation, les partisans de la Fédération technique, et des camarades récemment ralliés à la F.N.A.J., tentèrent de s'unir pour sauvegarder les activités éducatives au sein du C.L.A.J.P.A. Cette motion recueillit 114 voix pour, 112 voix contre et 23 abstentions.

Cette motion n'ayant qu'une majorité relative ne fut pas adoptée. C'est ainsi que le nouveau Conseil d'administration du C.L.A.J.P.A. a carte blanche pour liquider notre mouvement au profit de la F.N.A.J. Tels sont les résultats des Congrès M.L.A.J. et C.L.A.J.P.A.

L'ETATISATION DES A.J.

Certains articles des statuts de la F.N.A.J. soumettent entièrement celle-ci au gouvernement. Ces articles ne sont valables qu'en cas de reconnaissance d'utilité publique de la F.N.A.J., ce qui n'est pas le cas pour l'instant.

Les confusionnistes partisans de la F.N.A.J. ont joué là-dessus pour prétendre qu'il n'y avait pas d'étatisation. Mais ils ont refusé de dire pourquoi ils n'avaient pas retiré ces articles des statuts. Et surtout, ils ont tenté de cacher que l'étatisation découle de l'application du décret ministériel du 14 juin 1949. Ce décret impose la définition des normes d'Auberges par le ministre, une mise en tutelle financière étroite et la présence obligatoire des représentants de l'Etat avec droit de veto aux assemblées et au Comité directeur national.

Crédits et A.J.

Nos adversaires au sein du C.L.A.J.P.A. ont essayé de nous désorienter en faisant croire que nous préférons garder notre pureté, sans vouloir accepter aucune subvention de l'Etat, sous prétexte que l'argent qu'il pouvait nous donner aliénerait automatiquement notre indépendance.

Nous récusons ces allégations malhonnêtes. Nous ne refusons pas du tout l'argent de l'Etat : nous avons droit, en tant que mouvement de Jeunesse, à des crédits de l'Etat, et nous acceptons le contrôle de celui-ci sur la saine utilisation des fonds alloués. Il est certain, à part quelques rares exceptions, qu'il est impossible d'aménager correctement une Auberge de Jeunesse sans ces subventions, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, et des aïstes en particulier, est hélas trop bas pour que nous puissions prétendre construire et aménager des A.J. en nous passant desides subventions.

La position de la C.N.T.

La C.N.T., participant au titre de grande organisation au C.L.A.J.P.A., s'est abstenue dans le vote sur la F.N.A.J., étant donné que son Congrès se

(1) Précisons pour les camarades non aïstes. Le Congrès M.L.A.J. correspond à celui d'un organisme.

## La bataille de l'enseignement

PAR une action de base énergique, les suppléants en stage à l'Ecole Normale d'Auteuil ont obtenu du S.N.I. l'envoi aux parlementaires et aux journaux d'un texte dont nous donnons de larges extraits :

### I. — SITUATION GENERALE DES SUPPLEANTS

La section de la Seine du S.N.I. rappelle la situation particulièrement angoissante des auxiliaires de l'Enseignement primaire.

Devant être à tout instant à la disposition de l'administration, il leur est interdit d'occuper tout autre emploi. Lorsqu'ils se trouvent sans travail, (trop souvent par manque de crédits), ils ne peuvent percevoir :

- Ni traitement,
- Ni allocation de chômage,
- Ni complément dit de salaire unique (chefs de famille),
- Ni allocations familiales.

Dans aucune autre administration, les auxiliaires ne sont tributaires de pareilles sujétions. Nous pourrions citer maintes situations douloureuses qui se traduisent souvent par l'abandon d'un métier aimé, mais par trop aléatoire, surtout lorsque nos jeunes camarades sont chargés de famille.

Il existe une proposition de loi, examinée cette année par le Comité Technique paritaire de l'Enseignement du premier Degré, qui prévoit :

Garantie de recrutement, de classement, de formation professionnelle, associée à la stabilité dans la rémunération, titularisation des auxiliaires, liqui-

dation nécessaire du passé, rémunération minima égale au minimum vital.

Telles sont les grandes lignes de ce statut des auxiliaires de l'Enseignement du premier Degré, sur lequel nous voulons attirer encore une fois votre attention.

Pour permettre à nos écoles de fonctionner normalement, pour éviter que de telles situations se renouvellent, il est nécessaire d'obtenir :

1. Le vote du statut des auxiliaires de l'Enseignement Primaire,
2. Une augmentation des crédits de suppléants.
3. Le retour aux limites d'âge traditionnelles de mise à la retraite.
4. Des constructions d'écoles et des créations de classes rendues indispensables par l'augmentation des effectifs.

### II. — SITUATION DES SUPPLEANTS EN STAGE DE FORMATION

Dans une circulaire en date du 15 avril 1949, M. le Directeur de l'Enseignement du Premier Degré prévoyait que les suppléants et suppléantes de la Seine devraient, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1950, remplir les trois conditions suivantes pour être titularisables :

- 1° Posséder le C.A.P.
- 2° Avoir subi avec succès le concours de l'Auxiliaire, nouvelle formule.
- 3° Avoir fait un an de Formation Professionnelle dans une Ecole Normale.

Jusqu'à cette date, il existait, pour obtenir la titularisation dans notre département, deux voies :

— le stage de Formation Professionnelle

— le concours de l'Auxiliaire.

Une seule voie subsiste, avec des difficultés accrues. En contrepartie des efforts supplémentaires demandés aux auxiliaires, que leur offre-on, lorsqu'ils ont subi avec succès les épreuves de l'Auxiliaire, ils accomplissent le stage ?

17.102 francs par mois au lieu de 25.723 francs qu'ils percevaient en ayant un poste fixe.

La différence de traitement, soit 8.621 francs, provient en grande partie du non-paiement de l'indemnité de résidence (le reste de l'indice qui n'est que 175 au lieu de 185 comme nous le demandons).

L'indemnité de résidence n'est pas versée aux stagiaires d'Ecole Normale de l'Enseignement Primaire, même lorsque l'Ecole Normale ne peut assurer leur logement (cas très fréquent pour la région parisienne), alors que celle-ci est versée aux élèves des Ecoles Normales Supérieures.

Leur situation est cependant la même que celle d'un autre fonctionnaire qui bénéficie de l'indemnité. Ils doivent subvenir aux mêmes besoins, faire face aux mêmes difficultés qui expliquent cette indemnité.

Pourquoi la leur refuser ?

Les suppléants d'Auteuil lancent un pressant appel à tous les camarades titulaires et auxiliaires pour que ces revendications se fassent jour et que cesse cette situation inadmissible. Il faut agir sans retard tant auprès des sous-sections syndicales qu'à la Commission des Jeunes qu'auprès des députés et conseillers généraux. Nous nous refusons à laisser sacrifier tranquillement l'Enseignement à l'Armée ou à la bureaucratie.

C. A.

## LE CALENDRIER 1951

### du LIBERTAIRE est paru

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noir, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franco 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libertaire », un calendrier du « Libertaire ».

## LES TRAVAILLEURS D'ANSALDO (Italie) FONT LA GRÈVE GESTIONNAIRE

ON a, trop souvent, prétendu que la notion de grève gestionnaire était issue des travaux de théoriciens en mal de slogans, pour qu'aujourd'hui, faisant état de réalisations ouvrières peu connues, mais d'une importance indéniable, nous ne saisissons pas l'occasion de montrer ce qu'il y a d'arbitraire dans certaines des objections qui nous ont été opposées :

**LES FAITS** 2.000, des 25.000 ouvriers employés aux grands chantiers maritimes d'Ansaldo, en Italie, ont récemment été mis à pied, les chantiers ne pouvant plus les employer.

Ils ont néanmoins continué à se présenter chaque jour au travail, soutenus par l'ensemble des syndicats, communistes et non communistes. Aussi est-ce la direction des chantiers qui a quitté les lieux en annonçant la fermeture provisoire des ateliers.

Depuis deux mois le travail se fait sans direction. Et, jeudi dernier, la coque d'un nouveau navire de 25.000 tonnes a été lancée, construit par les ouvriers livrés à eux-mêmes et privés de leur salaire. Afin de les soutenir, de nombreux colis de nourriture leur sont envoyés de toutes les parties du pays.

Aux dernières nouvelles, le travail se poursuit. (1)

### CONSTATATIONS

Quelle que soit l'issue du conflit qui oppose les travailleurs à la direction des Chantiers, il est permis de remarquer :

a) que la répression étatique a laissé s'écouler deux mois sans entraver l'action.

b) que la solidarité ouvrière a permis, pendant ces deux mois, que les travailleurs continuent à gérer l'entreprise, sans que ceux-ci aient eu besoin de mettre dans le circuit commercial le produit de leur travail, et ce faisant, de tomber sous le coup de la législation.

c) que la gestion de l'entreprise par les travailleurs a fait la preuve de leurs capacités d'organisation. Pour pallier à certaines insuffisances de matériel, les ouvriers ont mis en œuvre des techniques nouvelles, dont l'ingéniosité a, paraît-il, stupéfié des ingénieurs.

### EN BREF

Il est trop tôt pour juger de toute la portée de la grève gestionnaire d'Ansaldo. Nous éviterons donc de tomber dans des exagérations doctrinaires, et nous nous réservons de compléter ce trop schématisé à la fois, des que des informations complémentaires nous parviendront.

LERINS.

(1) Voir les « Echos » du 28 novembre.